

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-trois-Allemagnes-et-l-avenir-immédiat-de-l-euro-zone>

Les trois Allemagnes et l'avenir immédiat de l'euro-zone

- Empire et Résistance - Union Européenne - Allemagne -

Date de mise en ligne : vendredi 9 septembre 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'article de Hans-Olaf Henkel dans le [Financial Times](#) du 30 août 2011, donne à parler. D' accord, Henkel est un type odieux, mais ce qui est certain c'est que mon point de vue [Lire : [L'Union Européenne va vers la catastrophe : un diagnostic économique et un pronostic politique](#) [es], sur la sortie probable de l'Allemagne de l'euro], autrefois considéré à peine moins qu'une folie extravagante, se fraie un chemin de manière de plus en plus sérieuse. Les Allemands se sont montrés disposés à entrer dans une Union Monétaire, parce que le dessin de la même détruisait l'arme de la dévaluation monétaire aux mains de ses concurrents. La discipline salariale allemande, ses réussites dans la productivité du travail et les innovations de ses ingénieurs ne pourraient pas être gommées d'un trait de plume. Rappelez-lui qu'il y a basiquement 3 Allemagnes :

- ▶ **L'Allemagne 1** est formée par le *Bundesbank* et le *Finanzkapital*, une Allemagne dominée par la phobie contre toute poussée possible d'hyperinflation à la manière de la République de Weimar, une Allemagne qui est pénétrée d'une foi presque théologique dans la doctrine de « l'argent solide ». C'est l'Allemagne des lingots d'or et des autrichiens économistes qui croit à l'argent fort, à la politique fiscale « responsable » et à ce qui va avec elle. C'est l'Allemagne hostile de façon invétérée à l'euro vu comme union grande et lâche.
- ▶ **L'Allemagne 2**, celle des « européisants » menés par Kohl, qui une substance croient que, pour résoudre le « problème allemand », il faut insérer davantage l'Allemagne dans un contexte paneuropéen , l'union monétaire étant une partie essentielle de cette opération.
- ▶ **L'Allemagne 3** était l'Allemagne oscillante, l'Allemagne industrielle qui a précisément acheté l'idée de l'union monétaire parce qu'elle laissait ses concurrents industriels pris dans un taux de change fixe qui empêchait le recours à la dévaluation.

Il me semble, cependant, que cette troisième Allemagne oscillante commence à reconsidérer les choses après avoir perçues -de façon erronée à€" les "coûts" que représentent les sauvetages répétés pour le pays. Ce souci, aussi faux que réelle, semble leur faire perdre de vue les bénéfiques évidents que rapporte l'existence de pays méditerranéens « prodigues » qui n'arrêtent pas d'acheter des produits allemands. Il me semble surprenant qu'Henkel, un plus grand acteur du complexe industriel allemand, est en tête maintenant du parti de la sortie allemande de l'euro. Cela pourrait être révélateur des mouvements tectoniques de déplacement dans la dynamique politique allemande. Cela pourrait signifier que ceux qui prennent des décisions politiques en Allemagne sont arrivés à la conclusion de ce qu'il n'y a pas de taux de change plausible pour le « *Neuro* » et le « *Pseudo* » (ou Soros) qui pourrait causer des problèmes à son excédent de compte courant et à sa stratégie de croissance fondée dans l'exportation. Ou à la conclusion, au moins, de ce que son abandon de l'euro est « une option moins mauvaise », en vue des réactions vives politiques réveillées par les prêts subventionnés à laGrèce, Portugal, etc.

L'autre point est celui-ci : les sociétés transnationales se moquent d'où vient la demande, tant que celle-ci augmente n'importe où et qu'elles peuvent accéder à elle. L'arbitrage à une échelle internationale de la main-d'oeuvre est le miel sur les crêpes. Donc, qu'importe que les politiques pratiquées génèrent des déséquilibres insoutenables entre les pays et aient les pires résultats sociaux, tandis qu'elles maintiennent dégagées, les voies d'un accès global à la demande n'importe où celui-ci se trouve.

Ceci est probablement vrai, alors que le coût ultime de ces politiques les sociétés transnationales n'ont pas à le partager (sous forme d'impôts ou une plus grande régulation). Jusqu'à présent, les sociétés transnationales sont allées raisonnablement allées, à mesure que les coûts se soient chargés de façon totalement disproportionnée sur les dos des autres. Ce qui très pourrait très bien changer, si les impôts gravitaient sur les bénéfiques et non sur les populations.

* **Marshall Auerback**, analyste économique des Etats-Unis, membre conseiller de l'Institut Franklin et Eleanor Roosevelt, où il collabore au projet de politique économique alternative [new deal. 2.0](#).

[New Economic Perspectives](#), le 6 août 2011

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).